

Récemment, j'ai commencé une semaine à Washington par un tête à tête avec George Shultz, dans le cadre de nos rencontres régulières. Monsieur Shultz revenait à peine d'Asie, où en l'espace d'une journée, il avait pris son petit déjeuner en Chine, son déjeuner en Corée et son dîner au Japon. Telle est la vie prestigieuse d'un ministre des Affaires étrangères américain. Quant à moi, j'ai terminé la semaine dans mon comté de Yellowhead où, dans la même journée, j'ai pris mon petit déjeuner à Whitecourt, mon déjeuner à Swan Hills et mon dîner à Fort Assiniboine, avant de me rendre à une réunion à Barrhead. Telle est la vie d'un Ministre des affaires extérieures qui siège à la Chambre des Communes du Canada et qui a l'intention d'y rester.

Les deux mondes ne sont pas aussi différents qu'ils ne le paraissent. Il y a vingt-six ans, le premier accord à long terme signé avec la Chine avait dynamisé l'économie céréalière de l'Ouest du Canada. Lors de sa récente visite au Canada, le Ministre du commerce de Corée a annoncé que son pays prévoyait porter de 11,000 à 15,000 tonnes par année ses importations de graines de colza canadien.

Il n'est pas de journée où les décisions politiques prises à Paris, à Washington, à Moscou et dans d'autres capitales n'ont un effet marquant sur les marchés et les prix des agriculteurs canadiens. Mikhaïl Gorbatchev joue un rôle important à Fort Assiniboine. Le Programme agricole commun de la Communauté européenne a été tout aussi néfaste aux agricultures de l'Alberta que le Programme énergétique national l'a été pour nos travailleurs de l'industrie pétrolière. Jimmy Gardiner a bâti sa renommée en parcourant les bas quartiers du Manitoba. Pour faire son travail, Charlie Mayer a passé une semaine en mars dernier en Union Soviétique. Il a cherché des débouchés commerciaux afin de pouvoir soutenir l'intérêt des Soviétiques à l'égard de nos céréales.

Ce qui est vrai pour les questions agricoles en est de même pour toute autre question qui intéresse le Canada. Le message est simple: dans un monde interdépendant, les relations internationales font partie de la vie quotidienne de tous les Canadiens et le Gouvernement se doit de traiter la politique étrangère comme une priorité interne.